



# Conseil économique et social

Distr. générale  
23 janvier 2025  
Français  
Original : anglais

## Session de 2025

25 juillet 2024-30 juillet 2025

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentations de candidatures,  
confirmations et nominations**

## **Élection de huit membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones parmi les candidates et candidats présentés par les gouvernements**

### **Note du Secrétaire général**

1. La candidature des personnes dont les noms suivent a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur nomination à l'Instance permanente sur les questions autochtones\* :

Gervais Ndhokubwayo (Burundi)

Nan Li\*\* (Chine)

Valts Ernštreits (République de Lettonie)

Suleiman Mamutov\*\* (Ukraine)

Sergei Timoshkov (Fédération de Russie)

Rodrigo Eduardo Paillalef Monnard\*\* (Chili)

Diego A. Tituaña Matango (Équateur)

Brenda Gunn (Canada)

Keith M. Harper\*\* (États-Unis d'Amérique)

2. On trouvera ci-après la notice biographique des candidates et candidats (voir annexe).

\* On trouvera des informations relatives au mandat et au mode d'élection des membres de l'Instance permanente, ainsi que la liste des candidates et candidats présentés par les gouvernements, dans le document publié sous la cote [E/2025/9/Add.3](#).

\*\* Brigue un second mandat.



## Annexe

### **Notices biographiques des candidates et candidats à l'élection des membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones<sup>1</sup>**

#### **États d'Afrique**

##### **Gervais NDIHOKUBWAYO (Burundi)**

[Original : français]

Monsieur Gervais NDIHOKUBWAYO est né le 1<sup>er</sup> janvier 1994 à Rucunda, commune de Rusaka dans la province de Mwaro. Il est le fils de Thaddée NTIRUSIBA et Agnès NDAYISABA tous issus du peuple autochtone du Burundi communément appelé BATWA.

Il a eu la chance d'effectuer des études primaires et secondaires dans la province de Mwaro a obtenu un Certificat Général d'Humanités en Lettres Modernes avec des connaissances acquise dans la Linguistique, le secrétariat et la capacité organisationnelle. Il a poursuivi un cursus académique et a obtenu une Licence en Sciences de l'Éducation à l'Université du Burundi en 2021. Actuellement, il est candidat au Master en Administration et Gestion des Affaires dans l'option Entrepreneuriat et Gestion de Projet.

Il possède une expertise multidimensionnelle dans divers domaines, particulièrement en gestion de projets, droits humains, leadership et développement durable.

Il a bénéficié beaucoup des formations professionnelles en matière de promotion et de protection des droits de l'homme spécialement en gestion de projet, droits humains et droit international de l'environnement et dans la promotion et protection des droits des Batwa en témoigne la détention de plusieurs certificats en la matière à savoir : i) le Certificat Supérieur en Gestion de Projet du CEREPE; ii) un Certificat en Droits des Peuples Autochtones et Politiques à l'Université de Columbia en 2023; iii) Certificat du DOCIP sur les systèmes des droits humains avec une attention particulière sur les mécanismes des Nations Unies et l'Union européenne, les droits des Peuples Autochtones, de l'environnement et des droits humains.

Il œuvre aussi en matière associative en tant que membre engagé de l'Initiative pour la Promotion de l'Éducation des Batwa pour le Développement Durable (IPREBAD) qui est une organisation locale spécialisée dans la promotion des droits des Batwa et favoriser leur inclusion socio-économique.

Son leadership, déjà démontré à travers des initiatives communautaires et des plaidoyers internationaux, ainsi que sa capacité à rassembler et à mobiliser sa communauté autour des enjeux prioritaires des peuples autochtones ont fait de lui un leader charismatique pouvant représenter les Batwa et les autres peuples autochtones du Burundi sur la scène internationale.

À l'échelle internationale, Gervais a ainsi représenté l'Afrique dans des forums de haut niveau et copréside le Caucus mondial des peuples autochtones sur les entreprises et les droits humains. Il est également un fervent défenseur de la durabilité environnementale et de la justice sociale, contribuant à des initiatives pionnières en faveur des Batwa.

---

<sup>1</sup> Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

Sa vision est de promouvoir un développement inclusif et durable pour les peuples autochtones, en intégrant leurs voix dans les instances de décision au Burundi. Ses compétences multidimensionnelles et son engagement constant font de lui un candidat idéal pour l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies. Il possède les qualités nécessaires pour assumer cette responsabilité avec succès.

## États d'Asie et du Pacifique

### Nan Li\*\* (Chine)

Nan Li est actuellement membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Titulaire d'une licence et d'un master en droits humains et en droit humanitaire international, elle exerce depuis les années 1990 dans le corps diplomatique de la République populaire de Chine, où elle est chargée de diverses questions multilatérales allant des droits humains et du développement économique et social à la lutte contre le terrorisme et la coopération régionale. Elle occupe actuellement les fonctions de conseillère au département chargé des organisations et conférences internationales du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine.

Elle travaillait déjà sur les questions autochtones au milieu des années 2000, période où elle était l'assistante personnelle de la première membre chinoise de l'Instance.

En 2007, elle a participé à l'organisation d'une réunion d'avant-session de l'Instance en Chine. En tant qu'ancienne assistante et membre actuelle de l'Instance, elle suit de près l'évolution du mouvement international en faveur des droits des peuples autochtones et contribue personnellement à la promotion et à la protection des droits et du bien-être de ces peuples.

## États d'Europe orientale

### Valts Ernštreits (République de Lettonie)

Né le 26 mai 1974 à Riga. Citoyen letton, Livonien (peuple autochtone de Lettonie).

#### Formation

- Dr phil. (2010), Institut de la langue estonienne et de linguistique générale, Faculté de philosophie, Université de Tartu. Thèse : Le développement de la langue écrite livonienne (Liivi kirjakeele kujunemine)
- Maîtrise ès arts (2002), Chaire de langue finnoise dans la mer Baltique – Département des langues estonienne et finno-ougriennes, Faculté de philosophie, Université de Tartu
- Licence (1998), Chaire de langue finnoise dans la mer Baltique – Département des langues estonienne et finno-ougriennes, Faculté de philosophie, Université de Tartu
- Enseignement secondaire (1991), lycée officiel n°1 de Riga

#### Expérience professionnelle

- Académie des beaux-arts de Lettonie, Président du conseil d'administration, 2022-aujourd'hui
- Fondateur et directeur de l'Institut livonien de l'Université de Lettonie, chercheur principal, 2018-aujourd'hui
- Conseiller du Ministre de la culture de la République de Lettonie sur la mise en œuvre de la politique culturelle, 2019-2021
- Membre et Président du conseil de la Culture Capital Foundation de Lettonie (2020-2021), 2021-2023
- Chercheur principal et directeur de l'Institut livonien de l'Université de Lettonie, 2018-aujourd'hui
- Chercheur à Institut de la langue estonienne et de linguistique générale de l'Université de Tartu, 2010-aujourd'hui
- Chercheur à l'Institut de la langue estonienne, 2008-2009
- Traducteur et interprète indépendant, 1993-aujourd'hui
- Chargé de cours à la faculté des sciences humaines de l'Université de Lettonie, 2003-2007
- Spécialiste en chef et directeur adjoint du territoire culturel et historique spécialement protégé par l'État « Līvõd, Rānda » (1998-1999), 1994-1999
- Correspondant indépendant pour Radio Free Europe, Diena et Postimees (Estonie), 1992-1994

#### Travaux scientifiques

Publication de douzaines d'articles de recherche indexés dans les bases de données Scopus et Web of Science sur les textes et les œuvres littéraires écrits en livonien, la grammaire livonienne et lettone, les toponymes lettons, la lexicographie, les corpus linguistiques, la création de ressources numériques et d'autres sujets. Réalisation de projets sur le livonien, le développement de ressources et d'outils numériques, la

recherche portant sur les toponymes et l'acquisition et la transmission de langues en voie de disparition.

Chargé de cours sur la traduction et sur la langue, l'histoire et la culture livoniennes aux universités de Tartu, d'Helsinki, d'Oulu, de Budapest, de Göttingen, d'Uppsala, de Lettonie et de Liepāja. Organisateur et conférencier des universités d'été de Livonie (2013, 2017, 2021, 2024), un programme de niveau universitaire destiné aux étudiants en doctorat et en master de différents pays pour étudier la langue, la culture et l'histoire de la Livonie, créé en coopération avec l'Université de Tartu. Travaux de recherche : <https://www.researchgate.net/profile/Valts-Ernstreits-2>.

### Travaux artistiques

Poésie et prose en livonien et en letton. Poèmes traduits en anglais, estonien, finnois, néerlandais, serbe, ukrainien, biélorusse et russe. Participant invité au festival de poésie Poetry International (Rotterdam, Pays-Bas; 2002), au festival de poésie nordique (Tallinn, Estonie; 2005), au Hay Festival (Hay-on-Wye, Royaume-Uni; 2017), et au Turun Runoviikko (Turku, Finlande; 2021), entre autres. Traduction de poèmes depuis le livonien, l'estonien, le finnois et le russe.

Projets artistiques en graphisme et peinture à l'aquarelle, organisation d'expositions individuelles et participation à des expositions de groupes d'artistes livoniens en Lettonie (1995, 2003, 2011), en Estonie (1995, 1997, 1998, 2004) et en Finlande (1998, 2011). Création d'un objet et d'une performance artistiques intitulés « Les Livoniens n'existent pas » (Mingiži līvidi āb ūo) en 2021.

### Adhésion à des organisations, groupes de travail et comités

Organismes de recherche :

- Membre correspondant de l'Académie des sciences de Lettonie, 2020
- Membre correspondant de la Société de littérature finnoise (Suomalaisen kirjallisuuden seura), 2010
- Membre de la Société pour la langue estonienne (Emakeele Selts), 2011

Organismes à vocation sociale :

- Membre du conseil d'administration de l'organisation communautaire livonienne appelée « Līvõd ģilma » (espace culturel livonien), 1994-2021
- Membre et membre du conseil d'administration de l'association appelée « Līvõ kultūr sidām » (centre culturel livonien), 2019-aujourd'hui
- Membre et membre du conseil d'administration de l'association appelée « Līvõd Īt » (Union livonienne), 1989-1996

Organisations et comités :

- Membre et coprésident du Groupe ad hoc Égalité numérique et domaines formé par le Groupe de travail mondial chargé d'élaborer une Décennie d'action pour les langues autochtones, 2024-aujourd'hui
- Membre du Conseil national de la culture (Lettonie), 2024-aujourd'hui
- Membre du Conseil des terres historiques et des espaces culturels de Lettonie, 2024-aujourd'hui
- Chef du groupe de coordination du projet « 2023, Année du patrimoine livonien » (lancé par la Commission nationale de Lettonie pour l'UNESCO, le Centre culturel national letton et l'Institut livonien de l'Université de Lettonie), 2023

- Membre du Groupe de travail mondial chargé d'élaborer une Décennie d'action pour les langues autochtones, représentant de la Lettonie et coprésident (2022-2023) du Comité directeur, 2021-aujourd'hui
- Membre du Conseil consultatif des peuples finno-ougriens, 2021-aujourd'hui
- Membre du groupe de travail pour la protection de la culture et de la langue livoniennes mis sur pied par arrêté du Premier Ministre, 2020
- Chef du comité d'organisation de l'Année internationale de la langue et de la culture livoniennes, 2011-2012
- Membre du groupe de travail chargé de la préparation du programme national cible à long terme « Les Livoniens en Lettonie », 1998-1999

### **Prix décernés par des États**

Croix de la reconnaissance de la République de Lettonie, cinquième classe, 2015

Chevalier (V) de l'Ordre du Lion de la République de Finlande, 2013

Ordre de la Croix de Terra Mariana de la République d'Estonie, première classe, 2012

Ordre de Saint-Olaf du Royaume de Norvège, cinquième classe, 1998

### **Récompenses**

- Lauréat 2022 du prix de la fondation EW Ponkala (Finlande) pour le tissage de liens culturels entre les nations de langues finno-ougriennes
- Lauréat 2020 du prix « Ilmapuu » (Arbre-Monde) du Conseil du programme des peuples frères (Ministère estonien de l'éducation et de la recherche) pour sa contribution à la préservation et au développement de l'identité culturelle livonienne
- Lauréat 2020 du prix littéraire du Conseil du programme des peuples frères (Ministère estonien de l'éducation et de la recherche), catégorie poésie, pour le recueil bilingue livonien-anglais de textes de poètes livoniens contemporains intitulé « Trilium/Trillium »
- Lauréat 2019 du prix de littérature lettone (LaLiGaBa) pour le recueil bilingue livonien-anglais de textes de poètes livoniens contemporains intitulé « Trilium/Trillium »
- Lauréat 2016 du prix de la langue décerné par les ministères letton et estonien des affaires étrangères pour la rédaction du dictionnaire estonien-letton et ses contributions à la recherche sur les langues estonienne et livonienne
- Lauréat 2012 du prix scientifique national décerné par le Conseil du programme des peuples frères (Ministère estonien de l'éducation et de la recherche) pour ses travaux dans le domaine des sciences nationales des peuples ouraliens, en particulier sa monographie sur la langue écrite livonienne

### **Nominations**

- Nominé pour le titre d'« Européen de l'année » décerné par Mouvement européen Lettonie, 2018
- Nominé pour le prix de poésie du magazine littéraire Latvju teksti pour le recueil de poésie intitulé « Dark Energy », 2014

- Nominé pour le prix du traducteur de langue estonienne décerné par les ministères letton et estonien des affaires étrangères pour la rédaction d'un dictionnaire livonien-estonien-letton, 2013
- Nominé pour le prix annuel de la culture du journal Diena pour le recueil de poèmes intitulé « Kui sūolõbõd līvlizt. Kā iznirst lībieši », 2012
- Nominé pour le prix du traducteur de langue estonienne décerné par les ministères letton et estonien des affaires étrangères pour la traduction du livre de Dace Maberga intitulé « Klassikāline modernism. Lāti maalikunst 20. sajandi alguses » (Modernisme classique : la peinture lettone au début du XX<sup>e</sup> siècle), 2011

**Compétences linguistiques** : letton, livonien, estonien – C2; russe, anglais, finnois – C1; allemand – B1; hongrois, lituanien, bosniaque/croate/serbe – A1.

## **Suleiman Mamutov\*\* (Ukraine)**

Dix ans d'expérience dans les domaines suivants : défense d'intérêts, politiques publiques et gestion.

### **Formation**

Maîtrise en droit international, traduction anglais-ukrainien à l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev, mai 2012

### **Expérience professionnelle**

- Conseiller juridique sur les droits des peuples autochtones, Amnesty International Ukraine, septembre 2021-aujourd'hui.
- Coordinateur national de projet, Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE, août 2024-aujourd'hui.
- Conseiller principal en matière de stratégie et d'élaboration de politiques, Équipe de soutien à la lutte antimines auprès du Ministère ukrainien de l'économie, janvier 2024-août 2024 : A dirigé avec succès l'élaboration du plan d'action pour la stratégie nationale de lutte antimines, en coopération avec les organes exécutifs de l'État (ministères, agences) dans le cadre de consultations bilatérales et de présentations publiques et fermées. A contribué aux changements législatifs et aux mesures définies dans le cadre de la stratégie nationale de lutte antimines et du plan d'action correspondant.
- Spécialiste de la liaison avec le gouvernement, PNUD, mai 2023-janvier 2024 : A cultivé des relations essentielles avec le Ministère du relèvement, le Secrétariat du Cabinet et le Ministère des affaires étrangères, assurant une communication sans faille et renforçant des alliances stratégiques. A chapeauté la collaboration avec les autorités locales, en pilotant l'initiative du PNUD sur la planification du relèvement communautaire. A négocié avec le Cabinet et les ministères pour obtenir des solutions techniques améliorant l'efficacité énergétique et les capacités de gestion de crise. A orchestré le recrutement rapide et l'intégration au sein du Ministère du relèvement de 15 spécialistes chargés de la coordination de l'aide, des stratégies d'investissement public et de l'indemnisation des dommages de guerre.
- Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2025.
- Rapporteur de la vingt-troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 15 au 26 avril 2024.
- Spécialiste en plaidoyer, Conseil danois pour les réfugiés, août 2022-mars 2023 : A appuyé les activités de plaidoyer dans le pays, de sorte que le Danemark s'exprime d'une seule voix sur les questions majeures. A élaboré et défendu des projets de stratégie de plaidoyer dans le pays après février 2022, dans une optique d'alignement des activités du Conseil sur les priorités humanitaires émergentes. A coordonné les activités de plaidoyer avec d'autres ONG afin d'améliorer l'efficacité de la coopération.
- Conseiller en politique et en plaidoyer, Center for Civilians in Conflict (CIVIC), avril 2020-août 2022 : A harmonisé les stratégies de plaidoyer et de communication en Ukraine et dans la région, ce qui a permis l'approbation par le Cabinet de la stratégie nationale de protection des civils. A dirigé une initiative de recherche qui a fait date, à savoir le projet « Protecting Together »,

une boîte à outils permettant d'évaluer les politiques et les pratiques en matière de réduction des dommages aux civils. A facilité la collaboration transfrontière avec les partenaires nationaux et les bureaux internationaux, notamment les équipes de CIVIC au Nigéria et aux Pays-Bas. A organisé des ateliers sur divers aspects de la protection des civils, utilisant cette occasion pour renforcer l'adhésion à la stratégie nationale de protection des civils.

- Spécialiste des programmes, Conseil danois pour les réfugiés, février 2016-avril 2020 : A développé et coordonné le programme d'assistance juridique sur des bases entièrement nouvelles, en supervisant le déploiement de 6 équipes juridiques (partenaires compris) à travers 12 régions. A formulé et exécuté des directives générales pour la mise en œuvre du programme. A dirigé le développement d'une base de données centrale en ligne, rouage essentiel du contrôle législatif et du suivi des projets. A mené des activités de plaidoyer fondées sur des preuves, analyses et documents à l'appui, lançant des procédures de signalement juridique en vue d'obtenir des informations législatives et politiques précieuses.
- Analyste juridique, ONG Right to Protection, décembre 2014-janvier 2016 : A harmonisé la loi sur les droits des personnes déplacées avec les normes internationales, contribuant à l'enregistrement rapide de plus de 5 millions de personnes déplacées en 2022. A corédigé des cadres juridiques et politiques efficaces et plaidé en faveur de leur mise en œuvre, garantissant ainsi une meilleure protection des populations déplacées.

### Informations complémentaires

Chargé de projet (à temps partiel), 2015, 2017, 2018, 2021, 2022 : A dirigé des équipes pluridisciplinaires, supervisé et rationalisé des projets concernant l'analyse des droits humains et l'établissement d'une carte des violations en ligne, et œuvré en faveur de la préservation des langues (autochtones), de l'éducation aux médias et de l'accès à l'éducation dans les zones non contrôlées par le Gouvernement.

### Publications

Conseil économique et social (2024), *Principes directeurs pour la mise en œuvre des droits des peuples autochtones à l'autonomie et à l'autoadministration*<sup>2</sup>

CIVIC (2022), *Protecting together. Preventing, Mitigating, and Addressing Civilian Harm. A Framework for Evaluating Policy and Practice*<sup>3</sup>

Stimson Center (2021), *Building Bridges, Reinforcing Protection: How NATO's Protection of Civilians Framework Influenced Ukraine's Approach*<sup>4</sup>

Atlantic Council (2021), *Ukraine Must Do More to Protect Civilians Living Close to the Conflict Contact Line*<sup>5</sup>

*The White Paper on the domicile registration system in Ukraine* (2019)<sup>6</sup>

<sup>2</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://docs.un.org/fr/E/C.19/2024/3>.

<sup>3</sup> Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : [https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2023/01/CIVIC\\_EvaluationTool-English\\_Update-1.pdf](https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2023/01/CIVIC_EvaluationTool-English_Update-1.pdf).

<sup>4</sup> Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://www.stimson.org/2021/the-protection-of-civilians-within-collective-defense/>.

<sup>5</sup> Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/ukraine-must-do-more-to-protect-civilians-living-close-to-the-conflict-contact-line/>.

<sup>6</sup> Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/ua/white-book-eng-web.pdf>.

Brookings Institution (2015), *Off to a Shaky Start: Ukrainian Government Responses to Internally Displaced Persons*<sup>7</sup>

**Langues** : anglais, ukrainien, tatar de Crimée, russe

---

<sup>7</sup> Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <https://www.brookings.edu/research/off-to-a-shaky-start-ukrainian-government-responses-to-internally-displaced-persons/>.

## **Sergei Timoshkov (Fédération de Russie)**

### **Formation**

- Master en gestion des organisations, Université d'État de Tioumen (2010-2016)
- Master en défense d'intérêts et application de la loi, Université d'État de Iougra (2013-2015)
- Master en droit, Université d'État de Tioumen (2001-2005)
- Master en histoire, Université russe de l'amitié des peuples (1995-2000)

### **Expérience professionnelle**

2019-aujourd'hui : Conseiller du chef de l'Agence fédérale pour les questions ethniques (Fédération de Russie)

2017-2019 : Conseiller du Premier Vice-Gouverneur de l'arrondissement autonome des Khantys-Mansis (Iougra)

2015-2017 : Directeur adjoint du Département de la politique intérieure de l'arrondissement autonome des Khantys-Mansis (Iougra)

2010-2015 : Directeur adjoint du Conseil des municipalités de l'arrondissement autonome des Khantys-Mansis (Iougra)

2007-2010 : Assistant du Chef de la municipalité de l'arrondissement des Khantys-Mansis

2002-2007 : Département des peuples autochtones du nord de l'arrondissement autonome des Khantys-Mansis (Iougra) (Chef de la section chargée de régler les relations avec les industriels ; Directeur adjoint du département)

2001-2002 : Département des relations publiques au sein de l'administration du Gouverneur de l'arrondissement autonome des Khantys-Mansis (Iougra) (spécialiste principal du Département de l'information et de l'analyse)

### **Postes occupés au sein d'organisations à but non lucratif et d'organisations autochtones**

2004-2007 : Vice-Président de l'organisation publique des peuples autochtones de l'arrondissement autonome des Khantys-Mansis (Iougra) appelée « Salut d'Iougra »

2008-2015 : Président du conseil d'administration des sociétés à but non lucratif Cheremkhi et Cheremkhi-2

### **Informations complémentaires**

Auteur de plusieurs articles et documents sur des sujets divers : utilisation des terres et soutien juridique à la protection des droits des peuples autochtones de la Fédération de Russie, questions de développement socio-économique des régions septentrionales, administration locale et politique ethnique de l'État.

### **Compétences professionnelles, aptitudes et domaines d'intérêt :**

Grande capacité personnelle et professionnelle en matière de travail analytique et d'organisation des processus. Compétences avancées en matière de communication, de planification, d'adaptation pratique des connaissances théoriques, d'approche axée sur les résultats et d'étude systématique de nouvelles données.

Vaste expérience de l'élaboration de lois et de règlements.

Capacité éprouvée à prendre la parole en public et à modérer des débats, ainsi qu'à représenter des organisations et agences gouvernementales lors de séminaires, de conférences et de manifestations internationales, notamment au sein de l'ONU et du Conseil de l'Arctique.

Capacité à interagir avec les organismes gouvernementaux, à élaborer et mettre en œuvre des processus de contrôle et des politiques d'entreprise en rapport avec les peuples autochtones et les communautés locales, à établir des relations efficaces entre les parties en veillant à ce que les approches mises en œuvre soient conformes aux normes reconnues et aux exigences des participants à la chaîne d'approvisionnement, des institutions de développement, des associations professionnelles et des organisations de défense des droits humains.

Solide connaissance de la législation nationale et des subtilités des discussions et négociations en cours au niveau national et international.

Contacts professionnels avec des communautés d'experts nationales, des organismes gouvernementaux compétents, des dirigeants autochtones et des organisations autochtones.

**Langues :** russe (langue maternelle), anglais (B1), espagnol (A2)

## États d'Amérique latine et des Caraïbes

### Rodrigo Eduardo Paillalef Monnard\*\* (Chili)

Avocat et membre du peuple mapuche, Rodrigo Eduardo Paillalef Monnard possède un grand savoir-faire en matière de gouvernance, de droits humains et de droits des peuples autochtones. Il étudie actuellement à la faculté de droit de l'Université autonome de Madrid en vue d'obtenir un master en gouvernance et en droits humains. Fort de plus de 25 ans d'expérience dans les domaines de la diplomatie multilatérale, du plaidoyer juridique et de la recherche interdisciplinaire, il a consacré sa carrière à la promotion des droits des peuples autochtones.

Actuellement membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones, Rodrigo participe activement aux travaux de cette dernière depuis janvier 2023. Il a corédigé un rapport complet sur la criminalisation de la défense des droits humains des peuples autochtones et sur la réponse à apporter aux défis systémiques dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Il a également contribué à deux rapports lancés dans le cadre de la 16<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, intitulés respectivement « Nature-based Solutions for Health » et « Recommendations for Resilience through Indigenous Knowledge and Ancestral Practices », et il a participé activement aux négociations relatives à l'article 8 j) de la Convention, qui ont abouti, entre autres, à la création d'un organe subsidiaire chargé de renforcer la participation des peuples autochtones à la gouvernance mondiale de la biodiversité.

#### Expérience professionnelle

Rodrigo Eduardo Paillalef Monnard occupe actuellement le poste de conseiller principal pour les questions autochtones au Centro Vincular, une fondation rattachée au Département d'ingénierie commerciale de l'Université technique Federico Santa María au Chili, fonctions dans le cadre desquelles il fournit des conseils stratégiques sur les droits des peuples autochtones, la durabilité et la responsabilité sociale des entreprises. Par ailleurs, il a maintes fois été amené à collaborer avec des organisations multilatérales :

**Organisation mondiale de la Santé (OMS) :** En qualité de chercheur principal adjoint, a codirigé une étude documentaire complète sur la santé des peuples autochtones, en particulier sur les disparités et les tendances régionales ainsi que sur les défis uniques auxquels font face les peuples autochtones dans les sept régions socioculturelles.

**Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme :** A fourni des conseils d'experts aux représentants autochtones en Amérique du Sud, en particulier dans le contexte du processus de réforme constitutionnelle au Chili.

**Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes :** A représenté l'organisation à Genève, où il a travaillé dans de multiples domaines, notamment la diplomatie multilatérale, le droit international des droits humains, la recherche juridique, la coopération internationale et le plaidoyer politique sur les questions relatives aux peuples autochtones, auprès de l'ONU et d'autres entités des Nations Unies.

Rodrigo a également occupé le poste d'**attaché à la Mission permanente du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies** et des autres organisations internationales présentes à Genève. Dans le cadre de ses fonctions, il a assuré le suivi

et l'établissement des rapports sur les droits humains, les droits des peuples autochtones et les questions de discrimination raciale, d'égalité et de lutte contre la discrimination. Par ailleurs, il a été amené à participer à la négociation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, et il a contribué indirectement à la rédaction de résolutions du Conseil des droits de l'homme, par l'intermédiaire du Ministère chilien des affaires étrangères, auquel il fournissait des conseils stratégiques et des recommandations.

### **Contributions et initiatives récentes**

- Groupe chargé de la question des minéraux essentiels (août 2024, Nairobi, Kenya) : A élaboré des recommandations sur la gouvernance de l'exploitation des ressources, en insistant sur le respect de la souveraineté des peuples autochtones et des droits humains.
- Cour internationale de Justice (octobre 2024, Santiago, Chili) : A corédigé une demande officielle faisant valoir le point de vue des peuples autochtones quant à la gouvernance et la gestion des ressources naturelles.
- Organisation internationale du Travail (décembre 2024, Belém, Brésil) : A élaboré, dans le cadre du dialogue de l'OIT sur la transition juste, des stratégies visant à faire en sorte que les politiques de transition juste tiennent compte des droits des peuples autochtones et appliquent des principes de gouvernance inclusive.

### **Engagement en faveur des droits des populations autochtones**

En tant que membre du peuple mapuche, Rodrigo Eduardo Paillalef Monnard charrie dans son travail un vécu et des connaissances culturelles inestimables. Déterminé à défendre le point de vue des peuples autochtones dans les instances politiques internationales, le principe de représentation équitable et la gouvernance fondée sur les droits, il plaide en faveur d'une approche interdisciplinaire de la lutte contre les inégalités systémiques, pour l'autodétermination des peuples autochtones et pour la durabilité environnementale et sociale.

### **Domaines de compétence**

**Droit** : Capacité éprouvée à appréhender des cadres juridiques complexes et à défendre les droits des peuples autochtones dans des instances multilatérales.

**Défense d'intérêts au niveau international** : Vaste expérience des relations avec les entités des Nations Unies, notamment le Conseil des droits de l'homme, l'OMPI, l'OMS et la Convention sur la diversité biologique.

**Recherche et élaboration de politiques** : Aptitude à intégrer des éléments de recherche interdisciplinaire dans des recommandations pratiques à l'intention des décideurs.

Par son leadership, son profil de chercheur et son dévouement, Rodrigo incarne les compétences et la volonté dont l'Instance permanente sur les questions autochtones aura besoin pour mener à bien sa mission. Par ses travaux, il ne cesse de contribuer à façonner le dialogue et l'action menés au niveau mondial sur les droits des peuples autochtones, la gouvernance et la durabilité.

## **Diego A. Tituaña Matango (Équateur)**

Membre du peuple Kichwa Otavalo, Diego A. Tituaña Matango est diplomate de carrière au sein du corps diplomatique équatorien depuis 2012.

M. Tituaña Matango possède une vaste expérience multilatérale en matière de promotion et de protection des droits des peuples autochtones. De 2014 à 2019, il a été facilitateur et coordonnateur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Grâce à son leadership, la défense des intérêts des peuples autochtones du monde a été renforcée grâce à une plus grande participation de ces derniers à l'ONU et à la proclamation de l'année 2019 Année internationale des langues autochtones. En outre, M. Tituaña Matango a été le principal négociateur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant la Journée internationale de la célébration du solstice, un instrument international encourageant les États Membres et l'ONU à mieux faire connaître les célébrations autochtones telles que l'Inti Raymi et à y participer.

Enfin, M. Tituaña Matango a présenté des exposés sur des questions liées aux droits des peuples autochtones dans le monde entier, de l'Université Harvard à l'Université du Michigan, en passant par l'Université Columbia, l'Université de Pennsylvanie, l'Université Carlos III de Madrid, et diverses organisations internationales.

### **Formation**

Université Carlos III de Madrid, doctorant en droit des droits humains. Sujet de thèse : « Diplomatie autochtone : Renforcer la participation des peuples autochtones et les programmes les concernant dans le système multilatéral »

Institut national d'études avancées (IAEN), master en relations internationales et diplomatie

Université San Francisco (Quito), licence en relations internationales

### **Bourses de perfectionnement**

- Cours de droit international des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- Université de Stanford, programme de bourses d'été Draper Hills
- Université Yale, programme de bourses Maurice R. Greenberg World
- Université Columbia, bourse d'été, programme d'étude des droits des peuples autochtones et des politiques en la matière

## États d'Europe occidentale et autres États

### Brenda Gunn (Canada)

#### Formation

- Barrister et Solicitor, Law Society of Manitoba, 2008
- Barrister et Solicitor, Law Society of Ontario, 2007
- Master en droit, droit et politique des peuples autochtones, Université de l'Arizona. Sujet du travail de fin d'études : « Reconciling Indigenous Peoples' Land Rights with International Trade Regulations », 2006
- Juris Doctor, Université de Toronto, 2005
- Licence, Université du Manitoba. Option études féminines, mineure en études autochtones, 2002

#### Expérience professionnelle

Juillet 2009-aujourd'hui : Professeur de droit, Université du Manitoba. A axé ses travaux de recherche sur les moyens de promouvoir un meilleur alignement sur le droit international des droits humains des protections des droits des peuples autochtones prévues au niveau national. A enseigné le droit de l'environnement, le droit des peuples autochtones et le droit international, ainsi que le droit des Métis et le droit canadien.

2005-aujourd'hui : Consultante et chercheuse. A travaillé dans les domaines du droit international des droits humains et des études autochtones. Parmi ses principaux clients, on peut citer le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Indigenous Bar Association, Treaty 8, Aboriginal Legal Services, l'Assemblée des chefs du Manitoba, la Commission de vérité et réconciliation du Canada et la Commission d'enquête sur Ipperwash.

Septembre 2021-décembre 2023 : Directrice de la recherche et du développement universitaire, Centre national pour la vérité et la réconciliation. A orienté et supervisé le développement des programmes publics et éducatifs du Centre. A organisé des conférences et mené des projets de recherche sur les pensionnats et d'autres sujets connexes.

2015-2020 : Boursière, Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale. A contribué au développement du programme de recherche sur le droit international et les droits des peuples autochtones, y compris sous la forme de trois ateliers concernant des publications sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Septembre 2007-juin 2008 : Conseillère en droits humains, Community Legal Clinic, Rabinal (Guatemala). A fourni des conseils à l'avocat de la structure sur des questions techniques et procédurales concernant des affaires soumises à la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour des actes de génocide de communautés indigènes rurales.

#### Interventions notables

A été invitée à intervenir à la réunion du Groupe d'experts de l'Instance permanente sur les questions autochtones organisée sur le thème « Vérité, justice transitionnelle et mécanismes de réconciliation » (Santiago du Chili, 15-17 novembre 2022).

A été invitée à intervenir (par visioconférence) devant le Comité parlementaire permanent des affaires autochtones et du Nord Canada au sujet de son étude sur le projet de loi C-15 (11 mars 2021).

A témoigné en tant qu'experte du cadre juridique des droits humains dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones assassinées et portées disparues (Ville de Québec, 14-18 mai 2018).

### Publications notables

- Drake, K. et Gunn, B. L. (dir.) (2019). *Renewing Relationships: Indigenous Peoples and Canada*. Saskatoon: Native Law Center.
- Gunn, B. L. (2021). Legislation and Beyond: Implementing and Interpreting the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples. *UBC Law Review*, 53(4).
- Gunn, B. L. (2020). International Investment Agreements and Indigenous Peoples' Rights. In : Borrows, J. et Schwartz, R. (dir.). *Indigenous Peoples and International Trade: Building an equitable and inclusive International Trade and Invest Agreement*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 194.
- Gunn, B. L. (2020). Protecting Indigenous Peoples' Rights through Indigenous Peoples' Participation in Decision-Making: A Climate Change Example. *McGill Journal of Sustainable Development Law*, 17(1), 1-26.
- Gunn, B. L. (2019). Remedies for Violations of Indigenous Peoples' Human Rights Remedies. *University of Toronto Law Journal*, 69(1), 150-170.
- Gunn, B. L. et Rieger, B. (2016). A Métis Treaty Through the Lens of International Law. *Aboriginal Policy Studies*, 7(2), 4-25.
- Gunn, B. L. (2017). Human Rights Based Approach to the Murdered and Missing Indigenous Women and Girls Inquiry. *Lakehead Law Journal*, 2(2), 88-115.
- Gunn, B. L. (2013). Overcoming Obstacles to Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples in Canada. *Windsor Yearbook of Access to Justice*, 31(1), 147-174.
- Gunn, B. L. (2007). Protecting Indigenous Peoples' Lands: Making Room for the Application of Indigenous Peoples' Laws within the Canadian Legal System. *Indigenous Law Journal*, 6(1), 31-69.
- Gunn, B. L. (2019). Mise en application de la DNUDPA : analyse sexospécifique des répercussions. In: *Mise en application de la DNUDPA : Autres réflexions sur les liens à tisser entre les lois internationales et nationales, et le droit autochtone*. Waterloo : Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, p. 33-38.
- Gunn, B. L. (2011). *Understanding and Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples: An Introductory Handbook*. 36 pages.
- 2016, Contribution présentée par l'ONG Aboriginal Legal Services au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dans le cadre de l'examen périodique du Canada.
- 2016, Contribution présentée par l'ONG Indigenous Bar Association Canada au Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans le cadre des huitième et neuvième examens périodiques du Canada.
- Éditions 2015, 2014, 2013 et 2012 du document intitulé « Synthèse des réponses aux questionnaires destinés à recueillir l'avis des États et des peuples

autochtones sur les meilleures pratiques concernant des mesures et des stratégies d'application appropriées pouvant être mises en œuvre pour atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones » : A fourni une assistance technique et a contribué à l'établissement des rapports publiés sous les cotes [A/HRC/30/54](#) (17 août 2015), [A/HRC/27/67](#) et [A/HRC/EMRIP/2013/3](#).

- 2012, *Living Together Differently: Moving Past IRS Legacy Through Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples and the Right of Self-Determination*, rapport de recherche commandé par la Commission de vérité et réconciliation du Canada.

#### **Appartenance à des ordres professionnels, comités et associations**

2017-aujourd'hui : Association de droit international Canada, membre du comité de mise en œuvre des droits autochtones

2017-aujourd'hui : Affaires mondiales Canada, membre du Groupe de travail autochtone sur le commerce

2011-aujourd'hui : Commission des relations découlant des traités du Manitoba, membre du Bureau des conférenciers

2018-2021 : American Society of International Law, Coprésidente du Groupe d'intérêt sur les droits des peuples autochtones

2009-2013 : Indigenous Bar Association, membre du conseil d'administration

**Ambassadeur (à la retraite) Keith M. Harper\*\*  
(États-Unis d'Amérique)**

**Formation**

FACULTÉ DE DROIT DE LA NEW YORK UNIVERSITY, New York, master en droit (NY J.D.), janvier 1994

UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, Berkeley, Licence en sociologie et psychologie (CA B.A.), mai 1990

**Expérience professionnelle**

2020-aujourd'hui : JENNER & BLOCK LLP, Washington, associé, Président du cabinet traitant les affaires relatives aux autochtones d'Amérique et Coprésident du cabinet traitant les affaires relatives aux droits humains et aux stratégies mondiales

2021-2022 : FACULTÉ DE DROIT DE LA NEW YORK UNIVERSITY, New York, professeur adjoint

2021-2022 : WATSON INSTITUTE, UNIVERSITÉ BROWN, Providence (Rhode Island), chercheur principal

2017-2020 / 2006-2014 : KILPATRICK STOCKTON & TOWNSEND LLP, Washington, associé et Président du cabinet traitant les affaires relatives aux autochtones d'Amérique

2014-2017 : AMBASSADEUR ET REPRÉSENTANT PERMANENT DES ÉTATS-UNIS AUPRÈS DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES, Genève (Suisse)

2008-2009 : ÉQUIPE DE TRANSITION PRÉSIDENTIELLE OBAMA-BIDEN, Washington, pôle énergie et environnement

2007-2008 : COUR SUPRÊME DE LA RÉSERVE DES INDIENS CREEKS DE POARCH, Atmore (Alabama), juge de la Cour suprême (temps partiel)

2001-2007 : COUR TRIBALE DES INDIENS PEQUOTS DE MASHANTUCKET, Ledyard (Connecticut), juge d'appel (temps partiel)

1995-2006 : NATIVE AMERICAN RIGHTS FUND, Washington, avocat principal, avocat en chef du bureau de Washington

1994-1995 : M. LE JUGE LAWRENCE W. PIERCE, New York, COUR D'APPEL DES ÉTATS-UNIS, DEUXIÈME CIRCUIT, assistant juridique

**Distinctions**

- Lauréat 2024 du prix Inclusive Leader for Government décerné par GlobalmindED
- Faculté de droit de l'Université de Miami, orateur dans le cadre de la série de cours magistraux Louis Henkin (2023)
- Lauréat 2021 du prix Trailblazer (« pionnier ») décerné par le Mitchell Museum of the American Indian
- Lauréat 2017 du prix de la diplomatie Allen « Tex » Harris décerné par U.N. Association
- Lauréat 2017 du prix de reconnaissance spéciale décerné par le National Congress of American Indians

- Lauréat 2014 du prix de la personnalité politique de l'année décerné par la Nation cherokee
- Élu membre de l'American Law Institute (2012)
- Lauréat 2012 du prix des contributions considérables au droit et à la politique autochtones décerné par la Native American Bar Association
- Sélectionné parmi les 500 meilleurs avocats des États-Unis (« LawDragon 500 ») en 2010
- Nommé parmi les 50 avocats issus de minorités les plus influents d'Amérique par le NATIONAL LAW JOURNAL en 2008
- Nommé dans The Best Lawyers in America® (2009-2013, 2018, 2019, 2020, 2021)
- Nommé dans The Best Lawyers in America® (2009-2013, 2018, 2019, 2020, 2021)
- Sélectionné comme « Super avocat » de Washington par le magazine SuperLawyers (2010-2013, 2019, 2020)
- Lauréat de la bourse « Next Generation of Leaders » de la Rockefeller Foundation pour la période 2002-2004
- Distinction pour réussite professionnelle exceptionnelle décernée par l'Association des anciens élèves issus de minorités (« Black, Latino, Asian Pacific Islander Alumni Association ») de la New York University (NYU), en 2009
- Faculté de droit de l'Université d'Arizona, boursier du colloque sur le droit et la politique autochtones (IPLP Colloquium), en 2003
- Lauréat 1999 de la Bourse Henry H. Fowler en politiques publiques, Roanoke College
- Bourse Skadden, Arps (1995-97)
- Bourse Root-Tilden-Snow (1991-93)
- NYU Journal of International Law & Politics, rédacteur d'articles et de notes (1992-93)
- NYU Center for International Studies, boursier (1992)

#### **Postes de direction et autres fonctions au service de la collectivité**

- Expert indépendant des Nations Unies auprès de l'Instance permanente sur les questions autochtones (élu par le Conseil économique et social en avril 2022; mandat allant de janvier 2025 à décembre 2026)
- American Constitution Society, trésorier, membre du conseil d'administration (depuis 2017)
- Artistic Freedom Initiative, membre du conseil d'administration (depuis 2018)
- American Bar Association, Initiative pour l'état de droit, conseiller principal (2018-2022)
- United Nations Association-National Capitol Area, membre du conseil d'administration (2019-2022)
- Defenders of Wildlife, membre du conseil d'administration (2018-2022)

- Comité national démocrate, membre éloigné, vice-président de la commission d'accréditation, secrétaire-trésorier du DNC Native American Caucus (2017-2021)
  - Université George Washington, Elliot School for International Affairs, chercheur non résident (2017-2019)
  - Membre de la Commission présidentielle du programme de bourses de la Maison Blanche (2011-2014)
  - Lawyer's Committee on Civil Rights, membre du conseil d'administration (2010-2014)
  - Croix-Rouge américaine, Président du Conseil national de la diversité (2009-2014)
  - Obama For America, responsable de la politique intérieure pour les autochtones d'Amérique (2008)
  - Native American Bar Association, Washington, Président (1999-2000)
  - Human Rights USA, membre du conseil d'administration (1999-2009)
-